



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

Service Prévention des Risques Techniques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
de respecter les dispositions des articles 48, 60, 65 et 66
de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, encadrant le fonctionnement de l'usine
de fabrication de plâtre, exploitée par la société ETEX FRANCE BUILDING
PERFORMANCE SA, située route de Blauvac sur la commune de Mazan (84 380)
SIRET n°562 620 773 00035

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 171-8 et L. 511-1 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 24 avril 2009 autorisant la société LAFARGE PLATRES à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de plâtre et de carreaux de plâtres, située route de Blauvac sur la commune de Mazan, modifié notamment par l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 février 2017 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 03 avril 2026, concernant l'inspection du 24 mars 2026 de l'usine de fabrication de plâtre, située route de Blauvac de la commune de Mazan, exploitée par la société Etex France Building Performance SA ;
- Vu** les observations formulées par l'exploitant par courrier du 22 avril 2026 sur le rapport de visite de l'inspection des installations classées susvisé ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé dispose :

- à son article 48, que l'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée ;
- à son article 60, que l'exploitant tient à jour les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques, mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;
- à son article 65, que dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles ;
- à son article 66, que les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences ;

Considérant que, lors de l'inspection du 24 mars 2026, objet du rapport d'inspection en date du 03 avril 2026 susvisé, l'inspection des installations classées a constaté, sur le site de Mazan, exploité par la société Etex France Building Performance SA, que :

- l'analyse des risques d'explosion est incomplète et doit être mise à jour, à la suite des modifications apportées à l'usine depuis 2018 ;
- l'exploitant ne dispose pas d'un plan à jour identifiant les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion ;
- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les équipements utilisés en zone ATEX sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles ;
- l'attestation Q18, issue du contrôle des installations électriques effectué du 05 au 16 janvier 2026 par un organisme compétent, mentionne la présence d'un risque d'incendie ou d'explosion au niveau de l'atelier « usine poudres » et du réseau haute tension ;

Considérant qu'ainsi les constats, effectués lors de l'inspection du 24 mars 2026, ne permettent pas de garantir la compatibilité des activités exercées par la société Etex France Building Performance SA avec la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'article L. 171-8 I du Code de l'environnement dispose, qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du code précité aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité

administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant, qu'au regard des enjeux en matière de sécurité, il y a lieu de mettre en demeure la société Etex France Building Performance SA de respecter les dispositions des articles 48, 60, 65 et 66 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le directeur de la protection des populations,

ARRETE

Article 1 :

La société Etex France Building Performance SA, dont le siège social est situé 500 rue Marcel Demonque à AVIGNON (84 000), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 48, 60, 65 et 66 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé, conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, pour son usine de fabrication de plâtres, située route de Blauvac sur le territoire de la commune de Mazan.

Afin de répondre aux dispositions de la présente mise en demeure, l'exploitant transmet au plus tard :

- **le 31 août 2026**, une attestation Q18 justifiant de la suppression des risques d'incendie et d'explosion au niveau du réseau haute tension et de l'atelier « usine poudres », conformément aux dispositions de l'article 66 précité ;
- **sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :**
 - une mise à jour de son analyse du risque ATEX, prenant en compte notamment les modifications apportées à ses installations depuis 2018, conformément aux dispositions de l'article 48 précité ;
 - le plan d'implantation des installations, comportant les zones à risques, mentionnées à l'article 48 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, conformément aux dispositions de l'article 60 précité ;
- **le 31 décembre 2026**, les justificatifs démontrant que les équipements utilisés en zone ATEX sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles, conformément aux dispositions de l'article 65 précité.

Article 2 :

Les frais engendrés par l'application des dispositions de l'article 1 sont à la charge de la société Etex France Building Performance.

Article 3 :

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la société Etex France Building Performance, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 4 : Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11, L. 181-17, L. 514-6 et R. 181-51 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 5 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
-
- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*

Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

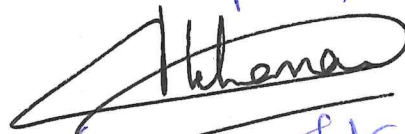
Article 6 : Exécution

Le sous-préfet chargé de mission, le sous-préfet de Carpentras, le maire de Mazan, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le

groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le 27 MAI 2020

Pour le préfet,



Le sous-préfet
chargé de mission
auprès des préfets de Vaucluse
Vincent LEBONNAIS

